L'Europe d'abord !

Pour Claus Leggewie, spécialiste en sciences sociales, les élections européennes sont un indicateur sur l'orientation que prend l'Europe

» *L'Europe d'abord ! Une déclaration d'indépendance*, c'est le titre du dernier livre du sociologue Claus Leggewie, qui appelle à plus de cohérence et de coopération au niveau européen. Selon lui, la crédibilité de l'Europe a également souffert du fait que les inégalités sociales se creusent dans les sociétés et entre les régions. Pour Claus Leggewie, il s'agira donc, lors des élections européennes de 2019, de décider quelle orientation prendre : qui l'emportera ? Les « démocrates non libéraux » et les populistes avec leur position critique face à l'Europe – ou bien un centre politique qui souhaite intégrer plus fortement l'Europe et préserver ses valeurs ? Une interview réalisée par Ute Schaeffer.

Dans de nombreux pays européens, les populistes participent au gouvernement, la discussion sur les valeurs européennes se durcit. Quelles répercussions cela a-t-il sur l'ordre politique au Parlement européen ?

Nous assistons actuellement à la dissolution des deux blocs de droite et de gauche qui dominent le Parlement européen depuis les années 1970. Trois mouvements regroupent de nouvelles forces : à l'extrême droite le « mouvement » de l'ultra-nationaliste américain Steve Bannon, à l'extrême gauche celui mené par l'ancien ministre grec des Finances Yanis Varoufakis avec une intention euro-critique mais pro-européenne, et au centre une éventuelle « Europe en marche » inspirée par Emmanuel Macron. Nous avons donc le choix ! Il y a des conflits programmatiques et il faut mobiliser les citoyens européens pour empêcher la progression de la droite au Parlement européen.

Vous dites que nous avons une société européenne, mais pas encore de politique européenne. Quels domaines politiques l'Europe devrait-elle façonner beaucoup plus fortement ?

Nous avons une union économique et monétaire. Nous avons des institutions politiques rudimentaires qui équivalent à un État supranational, mais qui n'en sont bien sûr pas un. Ce que nous n'avons pas, c'est une union sociale. Il n'y pas d'union fiscale non plus. Ce que nous n'avons pas, c'est une union dans les domaines sécuritaire et environnemental. Nous n'avons pas non plus d'union dans l'éducation. Tels sont les domaines de travail dans lesquels nous devons approfondir considérablement la coopération en Europe, et grâce auxquels nous pouvons réussir à déplacer le focus qui est actuellement mis sur les réfugiés, les migrations et l'islam.

Le plaidoyer de Macron en faveur de tels approfondissements et d'un tel renforcement de la coopération en Europe a été entendu en Allemagne. Mais il n'a pas obtenu d'approbation franche de la part de ses interlocuteurs politiques, du moins du gouvernement allemand. Ses suggestions ont été reçues avec réserve et hésitation. Comprenez-vous que l'Allemagne ne suive pas les traces de l'initiative européenne du président français ?

Absolument pas, parce que c'est extrêmement préjudiciable pour les intérêts allemands ! Nous aurions dû être bien plus réceptifs aux propositions émises par Macron. Je ne veux pas dire par là qu'il faille

© Shutterstock.com

Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, est considéré comme l'un des porte-parole des populistes de droite. Ici, lors du sommet controversé sur la migration à Bruxelles

tout adopter exactement comme il l'entend, mais que l'on doit suivre ses impulsions. Ce jeune homme à Paris qui tendait le bras, on l'a laissé ainsi, sans rien lui donner. Il s'agit là, à mon avis, d'une faute majeure de la part de la politique allemande. Les négociations sur la coalition gouvernementale en Allemagne ont traîné en longueur – et on a perdu beaucoup de temps à cause de cela. Et nous prétendons que nous pouvons reporter indéfiniment le traitement et la résolution de la crise européenne. Ce n'est pourtant pas le cas.

Quelles propositions de réforme de Macron considérez-vous comme innovatrices ?

Macron veut une Europe qui nous protège. Il souhaite donc plus de convergence dans la politique sécuritaire. Je trouve aussi ses propositions pour une union fiscale lumineuses, c'est-à-dire l'expansion de la communauté économique et monétaire européenne à une union socialement plus juste et aussi plus équilibrée fiscalement. J'apprécie les initiatives universitaires européennes qu'il a lancées. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un programme Erasmus, mais de créer une élite européenne qui façonne l'avenir de l'Europe. J'apprécie beaucoup de choses qu'il veut mettre en place dans le domaine environnemental, même si, d'un point de vue de politique intérieure, elles sont très difficiles à appliquer en France. Mais je pense que la politique de protection du climat peut être bien meilleure avec lui qu'avec d'autres en Europe.

Les partis et groupements politiques traditionnels se contentent de réagir à la menace que les nationalistes populistes-autoritaires font peser sur les valeurs européennes, au lieu de définir leur propre politique, une politique puissante et convaincante qui enverrait un message fort contre ces tendances. On le voit, entre autres, dans les succès électoraux des populistes de droite dans de nombreux pays européens ou encore dans la reprise désespérée, par le centre conservateur, de concepts issus de la rhétorique d'extrême droite tels que « industrie de l'asile » ou « échec de l'Etat ». Pourquoi est-ce qu'il est si difficile de construire une rhétorique européenne séduisante ?

Apparemment, nous préférons être les prophètes de l'apocalypse plutôt que de nous confronter directement aux efforts à faire et de mettre en œuvre un projet européen. Je trouve remarquable que la rhétorique de Steve Bannon ou de Yanis Varoufakis fascinent même ceux qui les rejettent, et que l'on ne cesse d'en parler, ce que l'on ne fait pas avec les propositions de réformes pragmatiques d'Emmanuel Macron et d'autres. Selon moi, c'est une déformation de l'opinion publique européenne qui se préoccupe davantage de la catastrophe que des possibilités de l'empêcher.